

PARTI DES TRAVAILLEURS

Louisa Hanoune répond à Amara Benyounès

La salle aménagée n'a pu contenir les «flux» des journalistes venus nombreux assister à la conférence de presse tenue hier au siège du PT par M^{me} Louisa Hanoune, porte-parole du parti. C'était l'occasion pour elle d'improviser un «meeting». Elle a discoursé pendant plus d'une heure avant de donner la parole aux journalistes.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La conférence de presse avait pour alibi le dépôt des listes aux élections législatives du 10 mai prochain. Le Parti des travailleurs a présenté des listes de candidats dans les 48 wilayas que compte le pays avec onze listes pilotées par des femmes. Louisa Hanoune, elle, est à la tête de la liste d'Alger. Les candidats du PT, souligne M^{me} Hanoune, sont pour beaucoup d'entre eux des cadres syndicaux de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) ou d'autres syndicats autonomes. «La tête de liste de M'sila est le secrétaire national chargé des conflits sociaux à l'UGTA», indiquera-t-elle.

Dans le même contexte, elle a précisé que la moyenne d'âge des candidats de son parti avoisinerait les 45 ans et que les listes présentées sont «presque paritaires»,

c'est-à-dire composées à moitié de femmes. «Nous sommes partis du principe de confectionner des listes paritaires mais comme le nombre de sièges à pourvoir dans certaines wilayas est un chiffre impair, il nous a été difficile de le réaliser. Nous avons dû également changer quelques candidats à la dernière minutes mais nous ne sommes pas loin de notre objectif de 50/50», expliquera-t-elle.

Le fait saillant de cette rencontre avec la presse a été par contre, sa réaction à la question de savoir ce qu'elle pensait des propos d'Amara Benyounès, SG du Mouvement populaire algérien (MPA), qui l'accuse d'«accointances avec les intégristes du FIS et d'avoir revendiqué une commission étrangère d'enquête sur les massacres de civils en Algérie durant la décennie 1990» et si elle est pour ou contre



Louisa Hanoune, tête de liste à Alger.

la venue d'observateurs étrangers pour contrôler les législatives de mai prochain. De la violence verbale !

M^{me} Hanoune a d'abord fait mine de ne pas comprendre la question. Elle s'est ensuite interrogée si Amara Benyounès est pour ou contre la venue de surveillants étrangers pour superviser les élections de mai 2012. Une voix lui précise que «oui». Et à elle de répli-

quer : «Voilà ! Parce que lui est du GMO (Grand Moyen-Orient, ndlr). Nous, nous sommes contre l'ingérence étrangère et contre la supervision des élections par les étrangers. C'est que lui n'a rien compris (*Rahou mafaheem fiha walou*, ndlr) ! Nous avons participé à la conférence nationale de Sant'Egidio et notre position est toujours constante. Nous étions toujours contre l'exclusion. Il prétend défendre le pro-

gramme du président de la République alors que le président est contre l'exclusion, contre l'ingérence étrangère, contre les privatisations. C'est un drôle de soutien que lui apporte Amara Benyounès ! Et il se revendique d'être d'un parti centriste. C'est plutôt un parti d'extrême droite.»

Il convient également de signaler son indignation contre une prétendue instruction ordonnant aux éléments de «certains corps constitués» à voter en faveur des partis de l'Alliance présidentielle. «Qui a donné une telle instruction ?», l'interroge-t-on. «Je ne peux pas vous le dire parce que je ne sais pas mais des éléments de ces corps constitués nous ont révélé qu'une instruction leur a été donnée de voter pour certains partis. Ce n'est pas le PT justement mais les partis de l'Alliance. On les a même instruit de remettre les autres bulletins de vote en guise de preuves. C'est inadmissible ! Nous avons proposé dans le cadre de la Commission nationale de surveillance des élections d'adopter un bulletin unique mais le ministère de l'Intérieur a refusé», avancera-t-elle.

L. H.

ALGÉRIE-LIBYE

Actes pratiques pour une coopération sécuritaire

La coopération algéro-libyenne prend enfin des aspects pratiques, avec la visite de deux jours en Algérie du ministre libyen de l'Intérieur, Fawzi Abdelaali. Ce dernier rassure que la nouvelle Libye sera un acteur positif pour la sécurité dans la région.

Sofiane Aït Iffli - Alger (Le Soir) - Les mésententes se dissipent peu à peu. L'Algérie et la Libye se mettent autour d'une table et explorent les opportunités de coopération, dans le domaine sécuritaire, notamment. La situation en Libye et dans la bande frontalière, conséquence de la guerre civile en Libye, l'exige.

Hier à l'ouverture des travaux des deux délégations algérienne et libyenne, à la résidence El Mithak, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a réitéré la disposition de l'Algérie à coordonner avec la Libye sur les questions sécuritaires mais aussi la disponibilité à l'aider à consolider son processus démocratique. Pour ce faire, il est nécessaire, a souligné Ould Kablia, de dépasser les entraves conjoncturelles.

La coopération voulue par l'Algérie est celle qui protège les intérêts mutuels et qui fait face aux défis auxquels les deux pays sont confrontés. «L'Algérie est prête à aider la Libye dans sa lutte contre le crime organisé, le trafic d'armes et de drogue ainsi que la traite des humains», a affirmé le ministre de l'Intérieur qui a ajouté que «ce sont là des phénomènes qui constituent un danger pour les deux pays et pour les pays de la région».

Ould Kablia a insisté également sur le renforcement des moyens humains et matériels pour la surveillance de la bande frontalière avec la Libye. Au passage, il a fait part d'une saisie d'une importante quantité d'armes. «Il est dans l'intérêt de l'Algérie que la Libye connaisse la paix et le développement.»

Au plan pratique, le ministre de l'Intérieur a proposé le renforcement des rondes communes de surveillance des frontières. Il a aussi proposé l'organisation en Algérie des cycles de formation au profit des policiers et agents de la Protection civile libyens. Ceci parallèlement à l'envoi en Libye de formateurs Algériens.

Daho Ould Kablia n'a pas perdu de vue la question de la circulation des personnes entre les deux pays. Le problème éprouve surtout les populations établies d'un côté comme de l'autre des frontières. Le ministre de l'Intérieur a proposé la signature d'un protocole d'accord sur la commission frontalière.

De son côté, le ministre libyen de l'Intérieur a affiché sa disponibilité à aller dans cette voie de la coopération. Il a souligné la volonté de son pays de coopérer avec l'Algérie. Il a surtout rassuré quant à la nouvelle Libye qui, a-t-il affirmé, sera un acteur positif pour la sécurité dans la région. Ce qui pourrait valoir engagement à lutter contre le terrorisme.

Et pour la réconciliation inter-libyens, l'Algérie n'est pas avare de propositions. Ould Kablia a proposé l'expérience algérienne de la réconciliation nationale.

S. A. I.

FRONT DU CHANGEMENT

La menace de retrait de Ménasra

Au Front du changement, on n'écarte pas la possibilité de remettre en cause le principe de participation aux législatives du 10 mai prochain si les «engagements du président de la République quant à la transparence de ces dernières continuent à être foulés aux pieds par une administration qui n'arrive apparemment pas à se départir de la tentation de fraude».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une administration que Abdelmadjd Ménasra, le président du parti, n'a pas du tout ménagée, ce mardi, à l'occasion d'une conférence de presse consacrée à la présentation des listes qui défendront les chances du Front et du programme électoral y afférents. Des velléités de ne pas trop se conformer aux directives du premier magistrat du pays qui commencent, d'abord, soulignera Ménasra, par «cette contrainte de temps sciemment imposée aux nouveaux partis, qui, faute d'avoir été légalisés dans des délais raisonnables qui leur auraient permis d'aller à ces législatives sur un pied d'égalité que les partis déjà actifs sur la scène politique». Et de relever que, jusqu'au jour d'aujourd'hui, «les partis et les indépendants ne sont toujours pas en possession des listes électORALES comme promis», afin dira-t-il, de pouvoir les vérifier et débusquer les nombreuses anomalies qui les caractériseraient, entre autres, multiples inscriptions, décédés inscrits... »

Ceci avant que le président du FC ne fasse état du dernier indice, selon lui, qui montre on ne peut mieux, «la volonté de fraude existante par certains niveaux de l'administration».

Et à Ménasra de faire part de la toute dernière réponse du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, à la proposition de la commission nationale de surveillance de ces législatives, de l'option d'un seul

bulletin de vote. Une réplique qui «fait sourire», ne manquera pas de souligner l'orateur, du fait, dira-t-il, de «l'irrecevabilité des trois arguties ayant motivé le refus de cette option constituant un gage de transparence de ce scrutin de par le fait qu'elle constitue un écueil face à toute velléité de fraude». Mais de quel niveau de velléité de fraude puisse pousser le FC à se retirer ? L'ancien ministre de l'Industrie, même s'il n'écarte pas cette option extrême, se montrera, cependant, prudent, lui qui dit avoir la conviction chevillée que «tourner le dos à ce scrutin n'est pas de nature à changer le système». Bien au contraire, seule une participation massive à ce rendez-vous est à même, affirmera-t-il, et indépendamment de ces velléités de fraude, de concrétiser le changement tant attendu par le peuple.

Pour l'amnistie générale

Un leitmotiv sous lequel le parti a inscrit son programme électoral pour ces législatives. Il consiste en 365 propositions, soit une proposition par jour, comme pour signifier toute l'importance de la notion du temps dans la concrétisation de tout programme relevant, précisera Ménasra, d'un «effort quotidien». Entre autres propositions, une nouvelle Constitution à même de balancer le pays dans la 2^e République, l'adoption du régime parlementaire avec un chef du gouvernement issu du parti majoritaire, un nouveau découpage administratif supprimant les daïras et donnant naissance à davantage de wilayas et de communes avec des pôles régionaux. Ménasra se dira, aussi, partisan, comme il n'a jamais cessé de l'être, d'une amnistie générale, seule à même, arguera-t-il, de «tourner définitivement la page de la tragédie nationale et de se tourner désormais vers l'avenir». Le chef du FC se dira tout aussi convaincu que cette option qui peut choquer dans un premier temps, finira par faire consensus comme ce fut, rappellera-t-il, les cas des lois sur la rahma, la concorde et la réconciliation nationales. Ceci au

plan politique, alors que sur le volet social, le parti préconise un SNMG à 30 000 DA, une allocation-chômage de 5000 DA, un filet social à 7 000 DA, le pré-emploi à 15 000 DA, en sus de fonds sociaux qui lutteront contre les poches de pauvreté à travers le dispositif de mini-crédits. A l'endroit de la jeunesse, le FC propose l'exemption des concours pour les diplômés émérités, un service national de 6 mois consacrés à un entraînement purement militaire. Au plan économique, Ménasra plaide pour la suppression de la règle 51/49% dans l'investissement étranger, préconisant l'encouragement de l'investissement privé avec davantage de facilitations sur tous les plans (foncier, banque et fisc).

Des militants de l'ex-FIS candidats

Ce programme sera porté et défendu par les 49 listes que le parti a eu à finaliser, le FC ayant fait l'impasse sur 7 circonscriptions de l'émigration, «faute de temps», dira Ménasra. A ce sujet, Ménasra s'enorgueillira du fait que la campagne de confection des listes du parti se soit déroulée sans trop de tracs, contrairement à ce qui a caractérisé de similaires opérations au niveau de presque toutes les formations politiques. Ceci, ajoutera-t-il, par la grâce d'un sens aigu de responsabilité des militants qui ont, dira-t-il, «fait abstraction de leurs ambitions pour mettre l'intérêt du parti avant tout autre considération». Le conférencier confirmera la présence par les candidats de son parti, de salafistes et de militants de l'ex-FIS, inscrivant cette démarche dans la logique du parti «conforme aux lois de la République qui, précisera-t-il, n'interdisent aux responsables du parti dissous, impliqués dans les massacres et autres sauvageries, que la création de nouveaux partis». Il se réjouira, d'ailleurs, du soutien de certaines figures de proue de ces mouvances, disant respecter le mot d'ordre de boycott lancé par la direction de l'ex-FIS.

M. K.